



200 FCFA

www.adiac-congo.com

N° 4522 - JEUDI 8 JUIN 2023

POOL

Le DDR est lancé ce jeudi à Kinkala

Le Premier ministre, Anatole Collinet Makosso, lance officiellement, ce 8 juin, à Kinkala, chef-lieu du département du Pool, le programme

de Désarmement, démobilisation et réinsertion (DDR) des ex-combattants. Il est financé à hauteur de 8 milliards de francs CFA, dont

6,3 milliards apportés par les partenaires et 2 milliards par le Congo. Dans la même lancée, plusieurs activités seront organisées parmi les-

quelles la tenue, du 9 au 10 juin, à Kinkala, d'un atelier d'imprégnation dudit programme auquel participeront plus de deux cents personnes.

Page 16

MAINTIEN DE LA PAIX

Plus de 4000 Congolais engagés sous l'égide de l'ONU



Des officiels lors du focus/Adiac

La République du Congo compte plus de 4000 militaires et policiers qui participent actuellement aux opérations de maintien de la paix de l'Organisation des Nations unies (ONU).

Cette information a été donnée le 6 juin, à Brazzaville, lors de la célébration du 75^e anniversaire des opérations de maintien de la paix de l'ONU dans le monde, en présence des autorités congolaises et des représentants du système des Nations unies.

Page 9

PARLEMENT DES ENFANTS

Les députés juniors seront installés le 16 juin

La session inaugurale du Parlement des enfants du Congo se tiendra le 16 juin, à Brazzaville, dans le sillage de la Journée internationale de l'enfant africain. La ministre en charge des Affaires sociales, Irène Marie Cécile Mboukou Kimbatsa, est venue présenter hier, au président de l'Assemblée nationale, Isidore Mvouba, les contours du décret créant cette institution.

Mise en place depuis plusieurs années, elle ne disposait pas d'un cadre juridique adéquat. « Nous allons vers la concrétisation de l'installation de ce Parlement. Nous sommes venus expliquer au président de l'Assemblée nationale les étapes qui ont précédé l'installation officielle, notamment l'élection des représentants des départements », a expliqué la ministre.

Page 16

PAIX ET DIPLOMATIE

Le Vatican salue les efforts de Brazzaville



La poignée de main entre Denis Sassou N'Guesso et Michael Czerny DR

L'envoyé spécial du pape François, le cardinal Michael Czerny, a été reçu le 6 juin, à Brazzaville, par le président de la République, Denis Sassou N'Guesso. Le message du Saint-Père à l'Eglise du Congo et la paix dans le monde ont été au centre des échanges entre les deux personnalités.

« Nous avons vécu un jubilé très beau, très

fort, très vivant. Je dirai au Saint-Père que même si le jubilé a été célébré pour se souvenir des 140 ans d'évangélisation dans le passé, c'est un nouveau point de départ », a indiqué le cardinal Michael Czerny qui a pris part aux festivités des 140 ans d'évangélisation au Congo.

Page 16

EDITORIAL

Eternel recommencement

Page 2

ÉDITORIAL

Eternel recommencement

Les élections des fédérations sportives nationales marquent une étape déterminante dans la mise en œuvre du développement du sport national car, le gouvernement compte sur la performance des bureaux exécutifs pour tirer toutes les disciplines vers le haut. Ce qui est tout à fait logique dans la mesure où les assemblées générales électorales se tiennent dans la seule ambition de rendre les fédérations dynamiques, capables de mobiliser les athlètes, viabiliser les infrastructures mises à leur disposition et produire des champions.

Briguer la présidence relève du débat d'idées. Le président d'une fédération sportive nationale étant élu sur la base d'un programme de développement sportif que les électeurs jugent crédible. Pour cette olympiade (2020-2024), la Fédération congolaise de cyclisme (Fécocy) a cependant relégué ce principe fondamental au second plan. Les intérêts personnels ont visiblement pris le dessus sur la réelle volonté de redonner à la discipline ses lettres de noblesse.

La crise accentuée a entraîné la démission du président de la Fécocy après avoir passé trois saisons à travailler dans un climat plombé. Entre reprises d'élections et recours judiciaires, l'organisation du premier tour cycliste du Congo, promise avec assurance, n'a pas eu lieu. L'avenir du cyclisme congolais s'en trouve remis en cause. Après le fiasco du 27 mai, les observateurs se demandent pourquoi se précipiter à organiser des nouvelles élections.

Qu'en déduire ? Pour que le processus électoral dans cette fédération soit mené à son terme, il y a un véritable travail de fond à mener... Afin d'éviter un éternel recommencement.

Les Dépêches de Brazzaville

PARLEMENT

Les sénateurs édifiés sur les missions du MAEP

En prélude à la mise en place de la Commission nationale d'auto-évaluation du Mécanisme africain d'évaluation par les pairs (MAEP), le président de cette structure, Alain Akouala Atipault, était le 6 juin face aux sénateurs pour une communication afin de les édifier sur l'historique et les missions de cette institution.

Le président du Sénat, Pierre Ngolo, a laissé entendre que le Congo est en bonne voie pour la mise en place de la Commission nationale du MAEP qui comprendra des parlementaires et autres entités.

Dans sa communication qui a eu pour thème « Le mécanisme africain d'évaluation par les pairs, la voie africaine de la bonne gouvernance et l'émergence économique », Alain Akouala Atipault est revenu sur quelques rappels historiques avant d'aborder le mandat du MAEP, ses principes, ses objectifs, sa gouvernance, cas du Niger qui a réussi ce processus.

Il a rappelé qu'avec la libération de Nelson Mandela, l'objectif principal de la création de l'Union africaine est atteint car, plus aucun pays africain n'est sous le joug de la colonisation et c'est à ce moment-là qu'on est passé à une autre étape, en juillet 2001, avec l'adoption du Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique comme doctrine économique pour le développement du continent.

Le MAEP, créé en 2003, est un instrument d'auto-évaluation volontaire de la performance des Etats membres. Il a pour objet l'évaluation et la révision systématique de la gouvernance des pays au niveau des chefs d'Etat, afin de promouvoir la stabilité politique, l'intégration économique



Alain Akouala Atipault

au niveau sous-régional et continental, la croissance économique et le développement durable. Les performances sont appréciées dans la démocratie et la gouvernance politique; la gouvernance de la gestion économique; le développement socio-économique. Alain Akouala Atipault a signifié que le MAEP a pour mandat de s'assurer que les politiques et les pratiques des Etats qui participent au processus sont conformes aux valeurs, cotes et normes des gouvernances

politiques, économiques des entreprises contenues dans la déclaration sur la gouvernance démocratique de mars 2003. Le premier objectif du MAEP est d'encourager l'adoption des politiques, des normes et des pratiques qui engendrent une stabilité politique, une forte croissance économique, un développement durable et une intégration sous régionale et continentale accélérée par le biais du partage des expériences.

Jean Jacques Koubemba

Les Dépêches de Brazzaville, Le Courrier de Kinshasa, Les Dépêches du Bassin du Congo sont des publications de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Direction des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédaction en chef : Guy-Gervais Kitina,
Rédacteurs en chef délégués : Roger Gombé, Christian Brice Elion
Grand reporter : Nestor N'Gampoula
Service Société : Rominique Nerplat Makaya (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Parfait Wilfried Douniama (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé
Service Économie : Fiacre Kombo (chef de service), Lopelle Mboussa Gassia, Gloria Imelda Losselé
Service Afrique/Monde : Yvette Reine Nzaba (chef de service), Rock Ngassakys
Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika, Merveille Jessica Atipo
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rude Ngoma

LES DÉPÊCHES DU BASSIN DU CONGO :

Rédacteur en chef délégué : Quentin Loubou Durlu Emilia Gankama (cheffe de service)

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Chef d'agence : Victor Dosseh
Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat - Immeuble Les Palmiers. Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Direction de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali
Coordonnateur : Alain Diasso
Rédaction : Laurent Essolomwa, Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi, Nioni Masela, Martin Enyimo
Comptabilité, administration, ventes : Lukombo, Blandine Kapinga, Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port - Immeuble Forescom commune de Kinshasa Gombé/Kinshasa - RDC - /Tél. (+243) 015 166 200

SECRETARIAT DE REDACTION

Secrétariat général de rédaction : Gerry Gérard Mangondo
Chef de service : Clotilde Ibara
Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembedi, François Ansi

PAO - MAQUETTE

Chef de service PAO : Eudes Banzouzi
Chef de service : Cyriaque Brice Zoba
Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Toussaint

Edgard Ibara, Jeff Tamaff

INTERNATIONAL

Direction : Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma,
Bureau de Bruxelles : Dani Ndungidi, Adrienne Londole

ADMINISTRATION - FINANCES

Direction : Ange Pongault
Adjoint à la direction : Kiobi Abira
Bermely Ngayouli, Vesna Mangondza, Martial Mombongo, Arcade Bikondi, Emeline Loubayi, Wilfrid Meyal Itoua Ossinga, Armelle Mounzeo

PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordination, Relations publiques : Mildred Moukenga
Chef de service publicité : Rodrigue Ongagna
Hortensia Olabouré, Marina Zodialo, Sylvie Addhas, Mibelle Okollo
Chef de service diffusion : Guylin Ngossima
Brice Tsébé, Irin Maouakani, Christian Nzoulani, Bob Sorel Moubelélé Ngono

COMMUNICATION ET EVENEMENTIEL

Direction : Guillaume Pigasse
Secrétariat : Presly Raëlle Mouanga Kibhat

LOGISTIQUE ET SECURITE

Direction : Gérard Ebami Sala
Adjoint : Elvy Bombete
Coordonnateur :
Rachyd Badila (Chef), Jules César Olebi, Siméon Ntsayouolo, Jean Bruno Ndokagna

INFORMATIQUE ET NOUVEAUX MEDIAS

Direction : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate
Narcisse Ofulou Tsamaka (chef de service), Darel Ongara, Myck Mienet Mehdi, Mbenguet Okandzé

LIBRAIRIE LES MANGUIERS

Responsable : Émilie Moundako Éyala
Eustel Chrispain Stevy Obi, Nely Carole Biantomba, Epiphany Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville

MUSEE GALERIE DU BASSIN DU CONGO

Responsable : Maurin Jonathan Mobassi
Astrid Balimba, Magloire Nzonzi, Brice Bakouma

CENTRE DE REFLEXION SUR L'INTEGRATION REGIONALE

Direction : Emmanuel Mbengué

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepechesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo. Tél. : (+242) 06 895 06 64
Email : regie@lesdepechesdebrazzaville.fr

Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

DOUANES

La Mutrado pour le bien-être de ses membres

La Mutuelle des travailleurs des douanes (Mutrado) tient son conseil d'administration, du 7 au 9 juin, à Brazzaville, consacré à la réforme interne et à la poursuite du paiement des primes. Ses administrateurs vont adopter une feuille de route pour les neuf prochains mois.

La Mutrado entreprend de régler plusieurs centaines de dossiers qui attendent le paiement des prestations, soit un montant cumulé de plus de 770,8 millions FCFA. Elle a continué de verser des acomptes des dossiers des indemnités des agents retraités, au moins une centaine ; de verser des acomptes des prestations des ayants droit ainsi que de solder le paiement des indemnités des autres prestations pour 218 mutualistes.

La rencontre des administrateurs de la Mutrado intervient dans un contexte de réforme, « une période historique pour la mutuelle », a estimé le président du Conseil d'ad-



La photo de famille des administrateurs de la Mutrado/Adiac

ministration, Cyriaque Yoka. La plus importante des mutuelles du secteur public au Congo veut se moderniser en optant pour une approche durable, inclusive et résiliente. Les administrateurs vont ten-

ter d'harmoniser leurs idées sur les actions de la mutuelle, afin de lui permettre de relever de nombreux défis. Les conclusions de cette réunion statutaire sont donc attendues par les adhérents.

« C'est dans ce contexte que nous nous réunissons pour examiner et orienter la politique générale de la mutuelle. Le Conseil d'administration constitue un forum important grâce au-

quel les administrateurs, les membres du bureau exécutif national, le Commissariat aux comptes ainsi que d'autres participants peuvent échanger leurs idées et leurs expériences sur les raisons de nos succès passés et la manière dont nous pouvons continuer à assurer les progrès à venir », a déclaré Cyriaque Yoka.

La Mutrado est, en effet, une œuvre sociale d'entraide et d'assistance mutuelle. Elle a pour but de renforcer l'esprit de corps et de solidarité entre ses membres et de contribuer à l'amélioration des conditions de vie des agents des douanes ainsi que de leurs familles.

Fiacre Kombo

CHANGEMENT DE MENTALITÉS

Lancement à Brazzaville de World winner academy

La cérémonie de lancement de World winner academy (WWA) s'est déroulée en présence du directeur départemental de la Formation qualifiante au ministère de la Jeunesse, du Sport, de la Formation qualifiante et de l'Emploi, Makaye.

La cérémonie a débuté par l'intonation de l'hymne national avant la présentation de la structure WWA par le coordonnateur général, Ninos E. Ngouama, coach pluridisciplinaire, écrivain, ambassadeur de la paix. Ninos E. Ngouama a fait savoir que le WWA s'ouvre pour apporter un nouveau système de programmation et de reprogrammation de l'homme en général et du Congolais en particulier. WWA, c'est la pédagogie et l'andragogie fusionnées ; c'est un modèle d'éducation qui sauvera l'Afrique. La vision de cette structure consiste à formater les mentalités des hommes qui perdent espoir.

« Ici, nous apprendrons à nos coaches comment se reconverter, comment se prendre en charge, comment trouver et retrouver l'équilibre après les chocs de non-retour sur les nombreux «j'ai l'honneur», le choc du phénomène sans emploi, le choc de la consommation de ses nombreuses années sur le banc de l'école pour finir diplômé sans emploi. Il n'est pas facile de faire pénétrer des nouveaux concepts dans des environnements hostiles aux innovations, enfermés à la nouveauté, résistant aux changements, remplis

des ennemis du progrès et de l'équilibre social des uns et des autres », a expliqué le coordonnateur de WWA.

Le Congo, a-t-il poursuivi, souffre de la maladie de trop de connaissances. Les Congolais connaissent beaucoup mais dans la théorie et c'est la forte raison qui justifie la dégradation du niveau de vie. Le mal est que, a-t-il soutenu, toutes ces connaissances sont évaluées par les dégâts sur le terrain ; la volonté profonde d'abandonner facilement ; le manque de constance dans les mutations de la vie et dans la culture entrepreneuriale ; la perte de la motivation après les échecs pour recommencer...

Après cette présentation de la structure par son coordonnateur, quelques personnes ont apporté leurs témoignages, à l'instar d'Eunice Niangoua, Eugénie Mafoukila (biologie de la fondatrice) et du pasteur Gustave Ambenze (père spirituel de la fondatrice). S'en est suivi le mot de circonstance de la fondatrice (coach business numéro 1 du Congo), Mélodie Boueya. Dans son adresse, elle a indiqué que le rêve de création de la structure de coaching WWA a pour but de combler le gap entre l'éducation scolaire, le parcours académique et la carrière professionnelle.



Les dirigeants de la structure et participants/Adiac

« Nous voulons qualifier les jeunes, les chercheurs d'emploi, les entrepreneurs et les professionnels à acquérir des compétences exceptionnelles pour relever ensemble les défis du XXI^e siècle, selon les objectifs du développement durable initiés par les Nations unies et l'Agenda 20.63 de l'Union africaine. Mais aussi, soutenir les actions du gouvernement à faire du Congo un pays émergent. Je suis persuadée que le coaching est une méthode puissante pour aider les jeunes à atteindre leurs objectifs et à réaliser leurs rêves. C'est un domaine

excitant et gratifiant qui offre d'innombrables opportunités pour ceux qui veulent faire la différence et impacter la vie des autres », a expliqué Mélodie Boueya.

Prenant la parole à son tour, le directeur départemental de la Formation qualifiante a demandé aux responsables de WWA d'être confiants, d'aller jusqu'à l'aboutissement de leur projet qui cadre bien avec les objectifs de développement du pays. « Le Programme national de développement nous favorise d'aller dans le chemin que vous avez emprunté. Nous avons également le programme de

société du président de la République devenu programme du gouvernement qui vous favorise dans ce que vous êtes en train d'entreprendre. N'ayez donc pas de doute à cela. Nous sommes avec vous, nous vous soutiendrons et allons tout mettre en œuvre pour que votre projet se réalise », a-t-il promis.

Après la coupure du ruban symbolique par le père biologique, Boueya, la cérémonie a pris fin par la visite guidée du site. Notons que WWA a pour devise « Une éducation innovante, pour une génération émergente ».

Bruno Okokana

ENVIRONNEMENT

L'opération « Bacongo sans déchets plastiques » lancée

L'administrateur-maire du deuxième arrondissement de Brazzaville, Simone Loubienga, a lancé, le 7 juin, l'opération « Bacongo sans déchets plastiques », en partenariat avec l'organisation non gouvernementale Healthy environment.

C'est sous le slogan « Ensemble pour un environnement sain » que Simone Loubienga, entourée des chefs et secrétaires de quartier, des associations des marchés et des communautés religieuses ainsi que des autres habitants de Bacongo, va sillonner, pendant trois jours, l'arrondissement pour se débarrasser des déchets plastiques. En effet, l'opération se déroulera du 7 au 9 juin en rapport avec le thème de la Journée mondiale de l'environnement : « Combattre la pollution plastique ». « *L'environnement, c'est notre bien le plus précieux. Il y a l'article 41 de la Constitution qui stipule que «chaque citoyen a le droit de vivre dans un environnement sain, satisfaisant et durable».* Il a également le droit de défendre cet environnement. A cela, s'ajoute le décret du 20 juillet 2011 qui interdit l'importation, la commercialisation et l'utilisation des déchets plastiques pour vivre dans un environnement sain. Le 5 juin étant la Journée mondiale de l'environnement, nous nous sommes dit que nous devons appuyer l'action du gouvernement pour faire que Bacongo soit sans déchets plastiques, a expliqué l'administrateur-maire de Bacongo.

Pour cette journée inaugurale, les participants à l'opération de salu-

brité et de protection de l'environnement ont sillonné les avenues et rues du deuxième arrondissement

de Brazzaville pour non seulement sensibiliser les concitoyens mais aussi montrer l'exemple en ramas-

sant les sachets et sacs plastiques qu'ils ont trouvés sur leur chemin. « *J'apprécie beaucoup l'initia-*

tive de la mairie de Bacongo. Cela rendra nos quartiers encore plus propres et on pourra vivre dans un environnement sain. Je souhaite que cela se pérennise parce que notre santé en dépend. Je demande aux réticents de se joindre à nous», a lancé un participant.

Selon Simone Loubienga, les autorités locales et la population ont le devoir de pérenniser cette action pour lutter contre les déchets plastiques qui polluent l'environnement. « *Pour cela, nous avons l'accompagnement de Healthy environment et les chefs de quartier pour que cette action soit pérenne. Les déchets collectés seront récupérés par Healthy environment qui va placer un point de pesage au sein de l'arrondissement 2, Bacongo* », a-t-elle poursuivi.

En effet, Healthy environment est promotrice de la campagne «Zéro déchet plastique au Congo». Selon son directeur général, Yvon Kaba, sa particularité est qu'elle donne une seconde vie aux plastiques usés à travers leur transformation. Ceci grâce à son unité de transformation des déchets plastiques, lancée en 2018 en partenariat avec la mairie de Brazzaville.



Simone Loubienga mobilisant les troupes /Adiac

*Parfait Wilfried Douniama
et Rude Ngoma*

COMMUNIQUE

Avis d'annulation de procédure d'Appel d'Offres National n° 005/2021/MAETGT/DGGT-CT-CEP du 13 décembre 2021

Le Coordonnateur du Projet d'aménagement et de bitumage de la route Ndendé – Dolisie et de facilitation du transport sur le corridor Libreville – Pointe-Noire – Brazzaville porte à la connaissance des soumissionnaires de l'Appel d'Offres National n° 005/2021/MAETGT/DGGT-CT-CEP du 13 décembre 2021 relatif à la « Fourniture et installation des équipements pour trois (03) radios communautaires à Louvakou, Mila Mila et Kibangou », publié dans «**Les Dépêches de Brazzaville**» n° 4144 du 14 décembre 2021 et dont l'ouverture des plis a lieu le 27 janvier 2022, est **annulé**.

En conséquence, les offres correspondantes reçues, bien qu'étant devenues déjà caduques, seront retournées aux différents soumissionnaires.

Le Coordonnateur,

Signé

BATOUNGUIDIO.-

CONGO-FRANCE

Intéresser davantage des chercheurs sur l'environnement

« Nous avons discuté de l'importance de la recherche scientifique sur les problématiques environnementales. La nécessité pour les chercheurs à développer leurs carrières en la matière », a indiqué Sylvie Lemmet, ambassadrice déléguée pour l'environnement au ministère de l'Europe et des Affaires étrangères de France, au sortir d'une entrevue avec la ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique et de l'Innovation technologique, Delphine Edith Emmanuel, le 6 juin, à Brazzaville.

Selon Sylvie Lemmet, les deux parties ont résolu d'organiser, d'ici à la fin de l'année, un atelier qui permettra de déterminer, de façon précise, les aspects sur lesquels reposera la collaboration.

La mission de l'ambassadrice déléguée pour l'environnement au ministère de l'Europe et des Affaires étrangères de France en terre congolaise fait suite à la visite du président Emmanuel Macron, à Brazzaville, en mars dernier. A cette occasion, lui et son homologue congolais, Denis Sassou N'Guesso, avaient évoqué le type de collaboration que les deux



pays peuvent mener pour les ambitions du Congo dans la préservation de la biodiversité : forêts, tourbières, mangroves...

Par son caractère transversal, la recherche scientifique a une partition à jouer sur la problématique. C'est ainsi que

sur ces questions environnementales, la France et le Congo souhaitent renforcer les échanges entre chercheurs et sus-

Échange entre les deux délégations/Adiac
citer l'émergence d'une génération de scientifiques engagés dans la recherche.

Rominique Makaya

GESTION DES CATASTROPHES

Présentation du plan de travail du projet de résilience

Le comité de pilotage du projet de renforcement de la résilience de la population et des institutions locales face aux risques de catastrophes au Congo s'est réuni, le 7 juin, à Brazzaville, pour faire le point sur l'état d'avancement global de mise en œuvre du projet et présenter un plan de travail détaillé des derniers mois.

Le projet vise à renforcer les capacités de coordination du ministère des Affaires sociales, de la Solidarité et de l'Action humanitaire dans la réponse aux risques de catastrophes et aux inondations. Il est financé pour plus d'un million d'euros pendant vingt-et-un mois et concerne les départements de Brazzaville (avec deux arrondissements : Djiri et Mfilou) et de la Cuvette (avec les districts de Mossaka et de Loukoléla).

Le choix de ces localités s'explique par les crues régulières du fleuve Congo exposé aux aléas climatiques saisonniers, inondations et glissements de terrain, selon les organisateurs.

Cette deuxième réunion du comité de pilotage a pour objectif de présenter l'état d'avancement du projet du début jusqu'à maintenant. Elle consiste également à présenter un plan d'action détaillé des deux prochains mois, échanger sur les activités réa-



Des participants au comité de pilotage du projet/Adiac

lisées ainsi que mettre à jour le mécanisme de coordination et de suivi-évaluation du projet en vue de la phase 2, coordonnée par la Fédération internationale de la Croix-Rouge française.

La déléguée de l'engagement communautaire et redevabilité à la Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, Mi-

rabelle Enaka, a axé son mot de circonstance sur le financement pluriannuel Echo qui s'étendra dans les secteurs de la préparation et la réponse de gestion des épidémies, la com-

munication des risques et l'engagement communautaire ainsi que la gestion des catastrophes.

« La fédération est toujours heureuse d'être au côté des sociétés nationales pour les accompagner dans la mobilisation des ressources techniques dans les différents domaines de compétence », a-t-elle déclaré.

Le deuxième vice-président de la Croix-Rouge congolaise, Gabriel Goma Mahinga, pour sa part, a indiqué que la rencontre permet d'envisager les actions à venir dans le cadre de la transition du projet.

« La Croix-Rouge congolaise et la Croix-Rouge française se trouvent dans un tournant décisif de leur coopération tant sur le plan stratégique à travers les discussions et négociations entre les deux sièges, que sur le plan opérationnel par les actions sur le terrain », a-t-il dit.

Lydie Gisèle Oko

« La Croix-Rouge congolaise et la Croix-Rouge française se trouvent dans un tournant décisif de leur coopération tant sur le plan stratégique à travers les discussions et négociations entre les deux sièges, que sur le plan opérationnel par les actions sur le terrain »,



**AVIS PUBLIC D'APPEL D'OFFRES AON N° 003-2023/MATIER/DGGT-CEP
PASSATION DE MARCHÉ À BONS DE COMMANDE EMIS LE : 06/06/2023**

1. Le Gouvernement de la République du Congo a obtenu un prêt de la Banque Africaine de Développement (BAD), afin de financer le « Projet d'aménagement et de bitumage de la route Ndendé – Dolisie et de facilitation du transport sur le corridor Libreville – Pointe-Noire – Brazzaville », et a l'intention d'utiliser une partie de ces fonds pour effectuer des paiements au titre du Marché pour l'Acquisition des pièces de rechange des véhicules ».

La Cellule d'Exécution des Projets en partenariat multilatéral de la Délégation Générale aux Grands Travaux (DGGT) sollicite des offres sous plis fermés de la part de Candidats répondant aux qualifications requises pour fournir des pièces de rechange des véhicules. La procédure de la passation du marché sera conduite par Appel d'offres ouvert à tous les candidats éligibles. L'appel d'offres donnera lieu à la passation d'un marché à bons de commande et pour une durée de 12 mois.

2. Les Candidats intéressés peuvent consulter le dossier d'appel d'offres à l'adresse mentionnée ci-après Cellule d'Exécution des Projets en Partenariat Multilatéral, sise immeuble TAMBADOU, 5ème Étage, n°2 avenue de la base au croisement avec le Boulevard Denis SASSOUNGUÉSSO, Batignolles Brazzaville, Tél: (242)281.47.13 / (242) 956.86.64; Télécopie : (242) 281.40.21; Email: ceprbaddggt@gmail.com, de 9 heures à 14 heures 30 mn. Les Dossiers d'Appel d'Offres en français peuvent être obtenus par tous les Soumissionnaires intéressés en formulant une demande écrite à l'adresse ci-dessus.

3. Les offres devront être soumises à l'adresse ci-après: Cellule d'Exécution des Projets en Partenariat Multilatéral), sise immeuble TAMBADOU,

5ème Étage, n°2 avenue de la base au croisement avec le Boulevard Denis SASSOUNGUÉSSO, Batignolles Brazzaville au plus tard le 04 juillet 2023, à 12h 00mn. Les offres remises en retard ne seront pas acceptées. Les offres seront ouvertes en présence des représentants Soumissionnaires et des personnes présentes à l'adresse mentionnée ci-dessus.

4. Le Dossier d'Appel d'Offres peut être obtenu par tout Soumissionnaire intéressé contre un paiement non remboursable de deux cent mille (200 000) F.CFA.

5. Les offres devront demeurer valides pendant une durée de cent-vingt (120) jours à compter de la date limite de dépôt des offres.

6. L'adresse à laquelle il est fait référence ci-dessus est :
Cellule d'Exécution des Projets en Partenariat Multilatéral,
Coordonnateur : BATOUNGUIDIO
Adresse : sise immeuble TAMBADOU, 5ème Étage, n°2 avenue de la base au croisement avec le Boulevard Denis SASSOUNGUÉSSO, Quartier Batignolles – Brazzaville – République du Congo
Tél: (242)281.47.13 / (242) 956.86.64; Télécopie : (242) 868.80.35

Le Coordonnateur,

Signé

BATOUNGUIDIO.-

**AVIS PUBLIC D'APPEL D'OFFRES / AON N° 002-2023/MATIER/DGGT-CEP
PASSATION DE MARCHÉ À BONS DE COMMANDE EMIS LE : 06/06/2023**

1. Le Gouvernement de la République du Congo a obtenu un prêt de la Banque Africaine de Développement (BAD), afin de financer le « Projet d'aménagement et de bitumage de la route Ndendé – Dolisie et de facilitation du transport sur le corridor Libreville – Pointe-Noire – Brazzaville », et a l'intention d'utiliser une partie de ces fonds pour effectuer des paiements au titre du Marché pour l'Acquisition des fournitures de bureau et des consommables informatiques ».

La Cellule d'Exécution des Projets en partenariat multilatéral de la Délégation Générale aux Grands Travaux (DGGT) sollicite des offres sous plis fermés de la part de Candidats répondant aux qualifications requises pour fournir des consommables de bureau et consommables informatiques. La procédure de la passation du marché sera conduite par Appel d'offres ouvert à tous les candidats éligibles. L'appel d'offres donnera lieu à la passation d'un marché à bons de commande et pour une durée de 12 mois.

2. Les Candidats intéressés peuvent consulter le dossier d'appel d'offres à l'adresse mentionnée ci-après Cellule d'Exécution des Projets en Partenariat Multilatéral, sise immeuble TAMBADOU, 5ème Étage, n°2 avenue de la base au croisement avec le Boulevard Denis SASSOUNGUÉSSO, Batignolles Brazzaville, Tél: (242)281.47.13 / (242) 956.86.64; Télécopie : (242) 281.40.21; Email: ceprbaddggt@gmail.com, de 9 heures à 14 heures 30 mn. Les Dossiers d'Appel d'Offres en français peuvent être obtenus par tous les Soumissionnaires intéressés en formulant une demande écrite à l'adresse ci-dessus.

3. Les offres devront être soumises à l'adresse ci-après : Cellule

d'Exécution des Projets en Partenariat Multilatéral), sise immeuble TAMBADOU, 5ème Étage, n°2 avenue de la base au croisement avec le Boulevard Denis SASSOUNGUÉSSO, Batignolles Brazzaville au plus tard le 04 juillet 2023, à 12h 00mn. Les offres remises en retard ne seront pas acceptées. Les offres seront ouvertes en présence des représentants Soumissionnaires et des personnes présentes à l'adresse mentionnée ci-dessus.

4. Le Dossier d'Appel d'Offres peut être obtenu par tout Soumissionnaire intéressé contre un paiement non remboursable de deux cent mille (200 000) F.CFA.

5. Les offres devront demeurer valides pendant une durée de cent-vingt (120) jours à compter de la date limite de dépôt des offres.

6. L'adresse à laquelle il est fait référence ci-dessus est :
Cellule d'Exécution des Projets en Partenariat Multilatéral,
Coordonnateur : BATOUNGUIDIO
Adresse : sise immeuble TAMBADOU, 5ème Étage, n°2 avenue de la base au croisement avec le Boulevard Denis SASSOUNGUÉSSO, Quartier Batignolles – Brazzaville – République du Congo
Tél: (242)281.47.13 / (242) 956.86.64; Télécopie : (242) 868.80.35

Le Coordonnateur,

Signé

BATOUNGUIDIO.-

MÉDIAS

Des journalistes africains échangent avec des étudiants chinois

En marge du programme 2023 du Centre de communication de la presse internationale de Chine (CIPCC), vingt-deux journalistes africains ont eu, le 7 juin, un temps de discussion sur la pratique du métier avec des étudiants en journalisme de l'université Renmin, en Chine.

Le temps de partage a permis à l'échantillon d'étudiants chinois d'en savoir plus sur les différents intervenants, leurs parcours respectifs et les réalités du métier de façon globale. Faisant partie des panelistes, Francis Emojong de l'Ouganda a parlé de son parcours d'étudiant, de son expérience en tant que web-journaliste et de ses impressions concernant son séjour en Chine.

Comme lui, Amanuel Mesfun de l'Erythrée a notamment partagé sa vision du métier et la manière dont il l'exerce dans son pays. Un autre intervenant, Josué Mehounou du Bénin, a témoigné de la manière dont la passion pour le journalisme l'a emmené sur le terrain, après un premier cursus en droit. Ce, avant d'exhorter l'assistance sur la valeur et le devoir du journaliste dont la mission contribue au développement des nations, à contrario de leur chute. « Je suis très heureuse d'avoir eu l'opportunité de participer à cet échange avec des journalistes africains. Au cours des conversations, j'ai appris que nous avons des préoccupations similaires concernant l'industrie des médias et la pratique du métier. Ce qui montre également que les reportages médiatiques transcendent les frontières nationales. Les médias de la Chine et des pays africains doivent coopérer davantage, apprendre les uns des autres et renforcer la compréhension mutuelle », a souhaité Tuo ShuTing, étudiante en 3e année de licence en journalisme. Si aujourd'hui, avec le développement des réseaux sociaux, le métier de journalisme se voit de plus



Des journalistes africains et étudiants chinois/Adiac

en plus submergé par des praticiens qui n'ont aucune maîtrise de son éthique et de sa déontologie, les différents panelistes ont rappelé aux étudiants, journalistes en devenir, qu'il en va de leur responsabilité de contribuer à réduire cette réalité. Ainsi, traiter des sujets en toute objectivité, de façon approfondie et proposer des informations vraies au public font toute la différence.

Un avis partagé par Selima Henock, journaliste namibienne.

Rappelant que la précision, la concision et l'originalité sont des impératifs dans la pratique du métier. A en croire ses propos, au-delà des événements conventionnels, des sujets prenant en compte les préoccupations de la population sont les plus susceptibles de l'intéresser. En effet, ils contribuent à orienter plus efficacement l'action des gouvernements. En ce sens, il faut parvenir à faire une différence entre le contenu pour les réseaux

sociaux et le contenu médiatique ou essentiellement journalistique ; la différence entre la communication et le journalisme ; la différence entre l'information, l'éducation et le divertissement.

Par ailleurs, cette rencontre s'inscrivait dans le cadre de la promotion du rôle des médias dans la compréhension internationale. A ce propos, plus d'un étudiant chinois s'est montré curieux et désireux d'en apprendre largement sur les différences qui

existent avec l'Afrique. En effet, beaucoup en savent peu sur ce continent. Ce dialogue était, de fait, l'occasion propice pour les chevaliers africains du micro et de la plume d'apporter une lumière sur leurs contrées respectives durant les discussions de groupe ou à huis clos.

Pour Nicholas D Nimley, journaliste libérien et actuellement étudiant en communication à l'université Renmin, ce genre de rencontre est une belle initiative qui, en parallèle, permet à la jeunesse chinoise d'avoir une meilleure idée de l'Afrique, qui n'est pas que pauvreté, misère et guerre.

Selon Tuo ShuTing, si l'occasion se présentait à elle, elle souhaiterait bien découvrir l'Afrique et expérimenter sa culture. « Je n'ai pas encore été en Afrique. Mais, j'aimerais y aller si j'en ai l'occasion. Ce n'est qu'en y allant que je peux vraiment comprendre l'Afrique et la culture africaine, qui fait partie du dialogue interculturel », a-t-elle émis le vœu.

Cette journée a été également couronnée par la remise de certificat de participation aux journalistes africains pour leur assiduité aux conférences et séances de lecture sur la Chine et le paysage médiatique chinois. Durant près de trois mois, une dizaine de professeurs de cette université a dispensé, de façon continue, des cours aux participants du programme CIPCC 2023, afin d'éclairer leur lanterne sur différents sujets, notamment le processus de développement de la Chine, la modernisation, le journalisme constructif, etc.

Merveille Jessica Atipo

« Je n'ai pas encore été en Afrique. Mais, j'aimerais y aller si j'en ai l'occasion. Ce n'est qu'en y allant que je peux vraiment comprendre l'Afrique et la culture africaine, qui fait partie du dialogue interculturel »

INFORMER, ANALYSER, DIFFUSER, RAYONNER

L'agence d'information du Bassin du Congo
un acteur économique majeur à vos côtés

ÉCONOMIE
POLITIQUE
RÉFLEXIONS
SPORT

SOCIÉTÉ
*
ART, CULTURE, MEDIA
INTERNATIONAL

AFRIQUE

Les mois à venir vont marquer un tournant important selon l'ONU

Malgré les avancées des pays d'Afrique centrale en matière de stabilité et de coopération, la région est confrontée à de multiples crises et les mois à venir vont marquer « un tournant important », a déclaré le haut responsable de l'Organisation des Nations unies (ONU) dans la région.

« L'Afrique centrale est plus riche en opportunités et ressources qu'elle ne l'est en défis... mais les mois à venir vont marquer un tournant important pour l'Afrique centrale où des processus politiques et électoraux cruciaux doivent se tenir d'ici à la fin de l'année », a déclaré le représentant spécial du secrétaire général de l'ONU pour l'Afrique centrale, Abdou Abarry. Il s'est engagé à veiller à ce que les épisodes de violence soient évités, affirmant qu'« il en va de la paix et de la stabilité de cette sous-région ». Présentant le dernier rapport de l'ONU sur l'évolution de la situation en Afrique centrale, Abdou Abarry a fait état de progrès des Etats dans la réalisation de la vision d'une « région de prospérité ». Soulignant les succès obtenus dans la résolution des tensions, la réconciliation et la résolution des problèmes de sécurité, il a salué les efforts collectifs des dirigeants de la région, qu'il s'agisse de la sensibilisation au changement climatique ou du dialogue entre le Tchad et la Centrafrique.

L'impact dévastateur de la crise au Soudan

Abdou Abarry a noté, cependant, quelques inquiétudes, notamment une augmentation de la piraterie, l'impact profond du conflit au Soudan et de la guerre en Ukraine. Concernant le Soudan, il relève des « conséquences humanitaires dévastatrices »



pour le Tchad et la Centrafrique. Pour le seul Tchad, 129,8 millions de dollars seront nécessaires afin de prendre en charge 100 000 réfugiés au cours des six prochains mois. « Les récents développements à la frontière entre le Tchad et la Centrafrique et l'impact de la crise soudanaise sur ces deux pays nous rappellent qu'il est urgent d'adopter une approche globale des questions de paix

et de sécurité en Afrique centrale, une région déjà marquée par la présence d'une multitude de groupes armés et terroristes », a-t-il indiqué. Il a invité à une résolution rapide et pacifique du conflit, dont les effets seraient désastreux pour le Soudan et pour tous les pays de la région du bassin du lac Tchad.

L'Impact de la guerre en Ukraine

L'Afrique centrale subit l'impact de la crise en Ukraine, qui se traduit par l'inflation et la hausse des prix des denrées alimentaires de base et du carburant, avec parfois des pénuries. La poursuite de la détérioration de la situation socio-économique pourrait conduire à une montée du front social qui serait préjudiciable à la stabilité des pays.

Augmentation de la piraterie

La situation sécuritaire en Afrique centrale a également été marquée par une recrudescence des actes de piraterie maritime dans le golfe de Guinée. Une tendance qui nécessite le renforcement de la coopération interrégionale, en particulier à l'approche du 10e anniversaire de l'adoption du Code de conduite de Yaoundé. Abdou Abarry a réitéré la volonté de son bureau de soutenir les efforts visant à renforcer la coordination entre les parties prenantes, y compris la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest et la Commission du golfe de Guinée.

S'attaquer aux causes profondes

Le représentant a toutefois estimé qu'une réponse purement militaire ne suffira pas à s'attaquer aux causes profondes de l'insécurité, dans le bassin du lac Tchad et au Sahel. Il a appelé à des mesures politiques et socio-économiques pour empêcher les groupes armés d'exploiter les conflits intercommunautaires, tels que ceux liés à la transhumance. S'engageant à soutenir les efforts régionaux en cours, il a indiqué qu'une mission conjointe était actuellement déployée, en partenariat avec le Bureau des Nations unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel, dans les quatre pays du bassin du lac Tchad afin d'évaluer l'impact de l'extrémisme violent sur la population locale.

Noël Ndong

La France veut rester un « partenaire pertinent »

La France entend rester un « partenaire pertinent » en Afrique malgré « les discours anti-français », a déclaré la ministre des Affaires étrangères, Catherine Colonna, en présentant, le 6 juin devant le Sénat, la politique étrangère de son pays en Afrique.

Alors que la population de l'Afrique, qui compte déjà 1,1 milliard d'habitants, devrait doubler d'ici à 2050 selon les Nations unies, la jeunesse africaine a lancé un défi à la France : « celui de nous renouveler, de changer notre manière de faire », a déclaré la cheffe de la diplomatie française, soulignant que Paris avait entendu le message des jeunes. Puis elle a rappelé la volonté de la France « de bâtir une relation nouvelle, équilibrée, réciproque » avec les pays d'Afrique. « C'est ainsi que la France restera un partenaire proche, pertinent dans ce continent appelé à occuper une posi-

tion tellement centrale dans les équilibres du monde de demain », pense Catherine Colonna, qui n'a pas éludé « les vents contraires » et notamment « la diffusion de discours anti-français dans certains pays d'Afrique francophone ».

Au cœur de luttes d'influences internationales

Ces discours « sont pour partie liés à l'héritage de l'histoire, pour partie aux frustrations de la jeunesse, pour partie aussi à des entreprises hostiles, venant notamment de la Russie », a estimé Catherine Colonna. Le continent africain est au

cœur de luttes d'influences internationales qui ont redoublé depuis l'invasion russe de l'Ukraine, en février 2022. Certains pays africains sont dépendants pour leur alimentation des importations de céréales de Russie et d'Ukraine. Moscou a multiplié ces dernières années les initiatives sur le continent, visant à se poser comme alternative aux anciennes puissances coloniales. « Rien n'est plus faux, et depuis longtemps » que de penser que les relations entre la France et ses partenaires africains vont de soi dans un monde « toujours plus concurrentiel », a également souligné la ministre.

Elle est convaincue qu'« avec une participation toujours plus importante du continent dans l'économie mondiale, ce sont des marchés à consolider ou à investir pour nos entreprises ». La France est le deuxième investisseur étranger en Afrique après la Chine. Et, en quinze ans, le nombre de filiales d'entreprises françaises a doublé sur le continent, de même que les investissements, a énuméré Catherine Colonna.

Quant au ministre des Armées, Sébastien Lecornu, il a relevé qu'au fil du temps, les pays africains avaient « décidé de diversifier leurs partenariats » et de les « mettre

en concurrence » y compris sur le plan de la défense. « Cela porte le défi d'être plus attractifs vis-à-vis de partenaires anciens avec lesquels nous sommes dans des relations affectives », a-t-il détaillé, rappelant aussi que le continent africain était « soumis aux tensions entre modèles autoritaires et démocraties de l'autre » et la nécessité de s'interroger sur le modèle qui convient. S'agissant de la menace terroriste, « elle est parfois plus fragmentée, plus diffuse, plus endogène, plus difficile à détecter et à renseigner », a dit Sébastien Lecornu.

N.Nd.

MAINTIEN DE LA PAIX

Plus de 4000 militaires congolais engagés aux côtés de l'ONU

L'humanité a célébré, le 6 juin, le 75^e anniversaire des opérations de maintien de la paix des Nations unies. Au Congo, lors d'un focus organisé à Brazzaville, il en est ressorti que plus de 4000 militaires et policiers congolais participent présentement aux opérations de maintien de la paix sous l'égide des Nations unies.

La cérémonie commémorative a été présidée par le ministre des Affaires étrangères et des Congolais de l'étranger, Jean Claude Gakosso, en présence du haut commandement militaire. Dans son message, il a rappelé à l'opinion l'intérêt de consolider les acquis de paix à travers le monde, exhortant la communauté internationale à s'unir au Congo afin « d'ériger une muraille infranchissable contre les guerres ».

« L'Europe a été le théâtre de la Première Guerre mondiale avec plus de 40 millions de morts. Elle a subi aussi la Seconde Guerre pour avoir encaissé près de 60 mille morts. Au moment où l'Europe vit une tragédie, nous ne pouvons baisser les bras, au contraire, nous devons œuvrer ardemment afin d'apporter un soutien total à la paix », a souligné Jean Claude Gakosso.

Faisant le point de la participation du Congo aux opérations de maintien de la paix de l'Organisation des Nations unies (ONU),



Des officiels lors du focus Adiac

le colonel Jean Serge Loungui a fait savoir que le Congo, pays membre de cette organisation depuis 1960, participe depuis les années 1980 aux différentes missions de maintien de paix.

A ce jour, a-t-il souligné, ce pays déjà pris part à onze missions de

maintien de la paix à travers le monde, engageant plus de 4000 militaires et policiers sur les lieux de conflit afin de participer à la consolidation de la paix dans le monde.

Dans son exposé vidéo-projeté, l'officier militaire a renchéri

que le Congo reste déterminé à contribuer, sous l'égide de l'ONU, à un monde sans conflit et compte tout mettre en œuvre pour la cause. Ainsi, a-t-il poursuivi, il entend créer de nouvelles unités d'intervention en vue de parer à toute éventualité.

Délivrant le message du secrétaire général des Nations unies, le coordonnateur résident de cette organisation au Congo, Chris Mburu, a affirmé que depuis 1948, plus de « deux millions de soldats de la paix ont servi dans 71 missions » pour des besoins de tranquillité.

« En accomplissant ce travail fondamental, plus de 4 200 Casques bleus ont perdu leur vie. Nous exprimons notre sympathie et solidarité à leurs familles, amis et collègues. Actuellement, plus de 8 700 soldats de la paix, originaires de 125 pays, participent à douze opérations de maintien de la paix à travers le monde. Ils se heurtent à des tensions et divisions mondiales croissantes, à des processus de paix qui stagnent et à des conflits de plus en plus complexes », a indiqué Chris Mburu, citant António Guterres. Plusieurs membres du gouvernement et de chefs de missions diplomatiques ont participé au 75^e anniversaire des opérations de maintien de la paix.

Firmin Oyé

...Plus de 4000 militaires et policiers sur les lieux de conflit afin de participer à la consolidation de la paix dans le monde.

AFRIQUE CENTRALE

Yaoundé accueillera le Salon sous-régional de l'architecture

L'organisation de la première édition du Salon sous-régional de l'architecture, du bâtiment et des travaux publics (Sarbat), du 25 au 29 juillet 2024 au Cameroun, a été officialisée récemment au cours d'un dîner de presse qui a réuni les présidents des Ordres nationaux des architectes des pays membres de l'Afrique centrale. Le Congo y a été représenté par le président de l'Ordre des architectes du Congo (OAC), Antoine Beli Bokolojoué.

Le Sarbat sera organisé par l'Ordre national des architectes du Cameroun (Onac) sur le thème « Architecture, investissement, partenariat et compétitivité pour des projets durables ». La présentation de cette grand-messe de l'architecture et de l'urbanisme qui vise, entre autres, à promouvoir la filière du bâtiment, renforcer les mécanismes d'infrastructures dans la sous-région, s'est faite lors du dîner de presse de Yaoundé. Il s'agit d'une rencontre ouverte à tous les professionnels du secteur du bâtiment et travaux publics. On estime à 25 000, le nombre de visiteurs attendus. Parmi les activités programmées, il y a des conférences-débats pour plus de deux cents rencontres B to B envisagées et environ quatre cents experts autour de plusieurs autres centres d'intérêt.

Le président de l'OAC, président en exercice de la Conférence des présidents des ordres des architectes d'Afrique centrale (Cporaac), Antoine Beli Bokolojoué, a évoqué les avantages que le Sarbat pourra produire. « Les retombées, c'est d'abord améliorer le cadre de vie de nos concitoyens dans

la sous-région. Il s'agit aussi de valoriser le Cameroun, mais également de faire de telle sorte que ce qui est produit chez nous soit d'abord consommé par nous-mêmes, parce que nous ne pouvons aujourd'hui faire des prescriptions dont les matériaux ne se trouvent pas dans la sous-région. C'est d'abord une plus-value pour nos producteurs en matériaux de construction, ensuite cela crée un grand marché commun au niveau de nos producteurs », a-t-il souligné, demandant aux autorités de la République du Cameroun d'accompagner l'Onac dans cette volonté d'organiser ce salon sous-régional.

Hôte de ce futur rendez-vous, le président de l'Onac, Louis Désiré Côme Owono, lui aussi, a invité les autorités de son pays à apporter une assistance multiforme pour la réussite du salon. « En Afrique centrale, nous n'avons pas encore une pareille exposition, c'est la première. Nous appelons les pouvoirs publics à mettre la main à la pâte pour qu'il y ait un site d'exposition et à faire appel, comme ils le font maintenant,



Le président de l'OAC, Antoine Beli Bokolojoué, pendant le dîner de presse/DR

aux grandes industries qui sont cachées de venir exposer », a-t-il exhorté.

Président de l'Ordre des architectes du Gabon, Erichk Mauro est revenu sur le bienfondé de la création du Sarbat qui est un plus pour les pro-

fessionnels du secteur du bâtiment et travaux publics. « N'importe quelle population aura tout de suite, au niveau de la sous-région, des usines. Nous aurons plus d'usines, plus d'industries, pour sécuriser facilement la qua-

lité de notre habitat, de nos bâtiments. C'est ce mouvement que nous voulons créer; nous savons que c'est du rôle des architectes et des urbanistes de le créer. Nous sommes contents qu'au mois de juillet, nous puissions le faire débiter à Yaoundé, au Cameroun », a-t-il expliqué.

Notons que le président de l'OAC a, par ailleurs, participé aux rencontres architecturales Afro-Méditerranée sur l'architecture de Tunis, en Tunisie. Placées sur le thème « De l'architecture 4.0 », ces assises ont connu la participation des pays de la Méditerranée, à savoir la Grèce, l'Espagne, l'Italie, la France ainsi que la Lybie, la Tunisie, l'Algérie et le Maroc et des représentants de l'Union arabe des architectes. La Fédération des architectes francophone d'Afrique y a été également représentée, sans oublier le président de l'Union internationale des architectes et celui des architectes d'Afrique. Ainsi, plusieurs panels ont été développés par des éminents conférenciers venus de France, d'Espagne, d'Algérie et d'Amérique du Sud.

Parfait Wilfried Douniama

RDC- CHINE

Le dossier « Sicomines » toujours sur la table des discussions

Le différend lié aux contrats dits chinois n'a jamais figuré à l'ordre du jour des discussions au sommet entre les deux pays partenaires. Pour autant, les négociations futures devront forcément s'inspirer de cet esprit de renouveau dans la relation. Si aucun calendrier clair n'est établi, du moins pour le moment, le gouvernement de la République démocratique du Congo a confirmé la décrispation d'un autre différend qui a paralysé les activités de Tenke Fungurume (TFM) au cours des derniers mois.

Officiellement, la RDC n'a pas engagé des discussions dans le différend qui l'oppose au groupement des entreprises chinoises dans le cadre des « contrats chinois ». C'est en substance la clarification apportée hier par le vice-Premier ministre et ministre des Affaires étrangères, Christophe Lutundula Apala, à l'opinion nationale et internationale. Même si la question reste pendante, mais elle évoluera désormais dans le cadre de l'esprit de renouveau dans la relation entre les deux pays, a-t-il souligné.

La deuxième précision du gouvernement concerne un rappel sur l'objectif principal du séjour du président de la République,

Félix-Antoine Tshisekedi, en Chine et la signature des accords qui en a découlé. Même si le voyage a coïncidé avec l'extrême tension suscitée par le rapport de l'audit des contrats chinois par l'Inspection générale des finances, il n'a jamais été question d'en faire un point particulier à l'ordre du jour des discussions entre les deux chefs d'État.

Par contre, au niveau des acquis, il y a bien entendu la déescalade dans le différend lié à TFM. La fin heureuse des discussions sur ce différend n'est pas le fruit des riches échanges entre les deux chefs d'État. « *En toile de fond de cette visite, il y avait quelques différends liés à quelques investissements, mais ces différends ont été*

traités avant d'aller en Chine. Le principal avec TFM avait déjà été résolu ». Aujourd'hui, toute l'attention des deux partenaires se tourne résolument vers le deuxième différend majeur : « *Il reste celui avec Sicomines. Il était important de poser le cadre dans cet esprit de renouveau dans la relation* ».

Au-delà des avancées sur les accords passés, les deux parties ont échangé également sur la manière de promouvoir la relation entre les deux pays dans le futur. En premier lieu, il y a par exemple la nécessité de soumettre des projets précis au partenaire. Dans une économie libérale, il faut, en deuxième lieu, une plus forte implication des Congolais à travers des initiatives fructueuses. « *L'État trace le cadre, crée le climat des affaires, s'occupe des infrastructures. Il faut des hommes audacieux, qui ont de l'imagination, qui créent des richesses et des emplois* ». Nous y reviendrons.

Laurent Essolomwa

« L'État trace le cadre, crée le climat des affaires, s'occupe des infrastructures. Il faut des hommes audacieux, qui ont de l'imagination, qui créent des richesses et des emplois »

JOURNÉE MONDIALE DE L'ENVIRONNEMENT

Exposition à Kinshasa de sculptures en bouteilles en plastique

Organisée sur le thème « Ensemble contre la pollution plastique », en guise de la célébration des 50 ans de la Journée d'action en faveur de l'environnement, le 5 juin, l'exposition a été l'occasion choisie par le sculpteur écologiste, Jean-Alain Masela, pour sensibiliser au recyclage des emballages envahissant la ville et ses cours d'eau.

La commissaire générale en charge de l'environnement et aménagement de la ville, Laëtitia Bena Kabamba, a procédé au vernissage de l'exposition « Ensemble contre la pollution plastique », tenue devant la pépinière Mbila ya mboka Kongo, à Gombe, le 5 juin. Inspirée du thème de cette année « Solutions à la pollution plastique », l'exposition a été organisée autour de sept œuvres, dont cinq monumentales. À travers cet événement artistique inédit célébrant le cinquantenaire de la Journée mondiale de l'environnement (JME), le sculpteur écologiste Jean-Alain Masela a invité les Kinois à partager son engagement à préserver leur environnement sain. Plus qu'une alerte, l'artiste a tenu à rallier la population de sa ville à agir contre la pollution plastique qui « concerne tout le monde ». Surtout que, comme l'a dit au Courrier de Kinshasa l'attaché culturel de l'ambassade des Etats-Unis, Gregory Porter, « *On ne peut pas résoudre les problèmes écologiques mondiaux sans la RDC* ».

Pièce centrale de l'exposition, Le ramasseur de bouteilles est une œuvre à vocation incitative. La commissaire générale, admirative, l'a du reste relevé, reconnaissant dans le chef de l'artiste « cette ingéniosité à sublimer le plastique tout en faisant de la pédagogie, la sensibilisation à poser des gestes responsables ». Elle a souligné aussi que « la dé-



Le sculpteur écologiste Jean-Alain Masela conduisant la visite guidée de son exposition/Adiac

marche poursuivie aujourd'hui par cette exposition corrobore avec la vision que nous prônons, à savoir « Kinshasa bopeto : une affaire de tous ». Il semble que la campagne initiée par le gouverneur de la ville, Gentiny Ngobila Mbaka, ne pouvait trouver meilleure caisse de résonance que l'exposition « Ensemble contre la pollution plastique » à laquelle ont pris également part des élèves.

Parmi les solutions à la pollution plastique

La terre nourricière, œuvre symbolisée par la relation mère-en-

fant, évoque, quant à elle, l'omniprésence de la pollution plastique dans les sols agricoles, constituant une réelle menace pour la sécurité alimentaire. Et, La femme du grand fleuve vient comme en écho à La terre nourricière souligner les méfaits du plastique allant jusqu'à l'altération de la qualité de l'eau potable. Ce sur quoi, a renchéri le coordonnateur du Festival Kongo River, Vincent Kunda, « *Nous devons agir collectivement et le gouvernement doit sanctionner les pollueurs. Le fleuve Congo est vital pour notre alimentation, notre*

communication, notre identité et notre avenir durable. Nous lançons cet appel : nos rivières et cours d'eau ne sont pas des poubelles ! ». Ce d'autant plus que, a affirmé Jean-Alain Masela, « *nous sommes les enfants de La femme du Grand fleuve, ce fleuve Congo où se déverse le plastique à Kinshasa avant d'arriver à Banana. Nous savons ce lien commun des Congolais à travers ses affluents qui traversent le pays de part en part* ». La secrétaire générale de la Commission internationale du Bassin du Congo-Oubangui-San-

gha, Dr Marie-Thérèse Itongo, présente à l'exposition, a salué et soutenu l'initiative de préservation des eaux portée par le sculpteur écologiste.

« *En célébrant le cinquantenaire de la JME autour des œuvres d'art en bouteilles en plastique, nous nous positionnons parmi les milliers de solutions à la pollution plastique en pratiquant le recyclage* », a indiqué Jean-Alain Masela. L'artiste rejoint ainsi l'esprit du rapport du 16 mai dernier du Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE), préconisant notamment d'opérer trois changements sur le marché axés sur la réutilisation, le recyclage ainsi que la réorientation et la diversification des produits. Le rapport du PNUE soutient à cet effet que « *La pollution plastique pourrait être réduite de 80 % d'ici à 2040 si les pays et les entreprises effectuent des changements profonds concernant les politiques et le marché faisant appel à des technologies existantes* ». Coordonnateur des Amis de la nature et des jardins et partenaire de l'événement, l'environnementaliste Jean Mangalibi a invité la République démocratique du Congo à jouer sa partition dans cette perspective, exhortant la population de la sorte : « *Redevenons un peuple consciencieux. Cela nous permettra de valoriser notre environnement. Changeons pour changer* ».

Nioni Masela

POLLUTION

Le plastique représente 12% des déchets produits

Le plastique est classé en deuxième position dans la liste évoquée par la commissaire générale chargée de l'Environnement et Aménagement de la ville de Kinshasa, Laëtitia Bena Kabamba, au vernissage de l'exposition « Ensemble contre la pollution plastique », célébrant le cinquantième de la Journée d'action en faveur de l'environnement, le 5 juin.

Se référant aux études menées par les experts avec l'appui de l'Agence japonaise de développement, Laëtitia Bena Kabamba a précisé que le plastique représente 12% des déchets produits dans Kinshasa après les matières organiques évaluées à 48%. Ce pourcentage est tiré des 10 000 tonnes de déchets solides provenant tous les jours « principalement des ménages, des commerces ainsi que des industries ». Cités en ligne de mire, brasseurs, producteurs de boissons gazeuses et usines pharmaceutiques viennent en tête de file devant plusieurs autres entreprises proposant bouteilles et emballages plastiques, « facteurs de pollution dont la gestion est préoccupante ».

Du reste, la commissaire générale chargée de l'Environnement et Aménagement de la ville tient pour une évidence que, « dans l'économie actuelle, le plastique, au centre des grandes discussions internationales, prend de plus en plus de place dans notre mode de consommation » et Kinshasa n'y échappe pas. D'où a-t-elle salué la pertinence de l'exposition « Ensemble contre la pollution plastique » du sculpteur écologiste Jean-Alain Masela Zuzi na Nzau, quitte à « féliciter et encourager les organisateurs pour leur préoccupation légitime à chercher des solutions aux problèmes du secteur de l'environnement ».

Elle a inscrit l'événement tenu à l'occasion de la célébration des 50 ans de la Journée mondiale de l'environnement dans les diverses actions visant à « inciter les dirigeants ainsi que la population congolaise et, en particulier, les Kinois et Kinois à relever les défis majeurs du secteur de l'environnement auxquels font face la ville de Kinshasa, la RDC ainsi que notre planète terre, tout entière ».

Un engagement commun à résoudre le problème

L'initiative du recyclage des bouteilles en plastique du sculpteur écologiste Jean-Alain Masela, révélée au public à son exposition du 5 juin, est dans l'esprit de « l'approche en synergie fédératrice des efforts » adoptée par la ville de Kinshasa, conformément à sa politique environnementale. Menée avec énergie par le biais du Commissariat général chargé de l'Environnement que dirige de main de maître Laëtitia Bena Kabamba, cette initiative exhorte « décideurs politiques, opérateurs économiques étatiques et non étatiques, sociaux ainsi que les



Laëtitia B. Kabamba procédant au vernissage de l'exposition/Adiac

ménages à un engagement commun à résoudre le problème des déchets plastiques par une solution durable ». Le slogan « Kinshasa-bopeto : une affaire de tous » traduit au mieux la volonté commune que veut imprégner la campagne initiée par le gouverneur de la ville de Kinshasa, Gentiny Ngobila Mbaka. Comme l'a rappelé la commissaire générale chargée de l'Environnement et Aménagement de la ville, « gérés de manière non requise, les déchets plastiques constituent l'une des causes de l'infertilité du sol, des inondations en bouchant les caniveaux, polluant les ri-

vières et occasionnant bien d'autres dégâts ».

Prenant à bras-le-corps la mise en œuvre de son schéma rationnel de gestion des déchets de la ville, l'exécutif provincial de Kinshasa a dès lors fondé sa politique environnementale sur sept piliers essentiels, a affirmé Laëtitia Bena Kabamba. Le deuxième prône « la promotion de l'économie circulaire qui privilégie les 3 R (Ramasser, recycler/valoriser, réutiliser) ». Ce, a souligné la commissaire générale, dans la pensée que « les déchets étant de nos jours une source de revenus et non une nuisance ». Les sculptures en bouteilles en plastique

recyclées de Jean-Alain Masela, exposées sur l'avenue Pumbu, à Gombe, sont un exemple parmi d'autres. Les Amis de la nature et des Jardins, SOS Kinshasa et Vision environnement étaient partenaires de l'exceptionnelle exposition du fondateur des Ateliers, empreinte rehaussée par la présence de trois hôtes de marque, en l'occurrence la commissaire générale Laëtitia Bena Kabamba, la secrétaire générale de la Commission internationale du Bassin du Congo-Oubangui-Sangha, Dr Marie-Thérèse Itongo, et l'attaché culturel de l'ambassade des Etats-Unis, Gregory Porter.

Nioni Masela

COMÉDIE MUSICALE

Koffi de Brazza en disgrâce vis-à-vis de son idole de Kinshasa

Après les péripéties ayant trait aux démêlés conjugaux de Fally Ipupa avec ses enfants issus de la première couche, lesquels ont défrayé la toile depuis quelques jours, la polémique de l'heure gravite autour de Koffi Olomide qui, en bien ou en mal, ne cesse de faire parler de lui.

Le dernier épisode en date concerne la sortie médiatique d'un membre du staff de Koffi Olomide, mettant en garde l'humoriste Koffi de Brazza de continuer à l'imiter, ou mieux à faire le « bad buzz » à travers ses gags, autour de sa personne. Pour le bureau de l'artiste, cet avertissement est consécutif aux dérapages constatés dans le chef de Koffi de Brazza qui aurait poussé l'outrecuidance jusqu'à monnayer ses prestations sans se soucier du préjudice causé à la golden star. Et d'ajouter qu'après cet avertissement s'en suivra une plainte au cas où le jeune comédien persisterait



Koffi de Brazza et son idole, Koffi Olomide./DR le concepteur du rythme tshatsho. En effet, soutient-on, Koffi Olomide, en tant qu'icône de la musique congolaise, ne peut se passer des sosies, cela est inhérent à la vie d'une star.

dans ses excès.

Une décision très mal perçue par la plupart des internautes qui trouvent la décision irréfléchie et mal venue avec le risque de se retourner contre

Michael Jackson, Bob Marley, Johnny Hallyday, etc., ont eu des sosies et cela n'a enlevé en rien leur aura musicale, explique-t-on. Là où le bât blesse, c'est le contour extra musical que prend, de plus en plus, cette affaire tendant à susciter le vieux démon de la division entre les peuples des deux rives du fleuve Congo.

Plusieurs mélomanes de Brazzaville se disent même prêts à boycotter les prochains concerts de «Quadra» en République du Congo, à se désabonner de ses pages et ses comptes internet, et à ne plus consommer sa musique ! Une gaffe de trop pour le gé-

niteur de Didistonne qui doit faire amende honorable pour faire revenir ses fans de Brazzaville à la raison. De leur côté, les proches de la star tentent de calmer le jeu en plaidant non coupables, tout en rejetant la responsabilité sur des membres du bureau difficilement contrôlables et maîtrisables dans leurs propos. Il appartient au concerné, Koffi Olomide, de faire la lumière sur cette affaire qui tend à prendre des allures bizarres, afin de rassurer ses mélomanes de Kinshasa et de Brazzaville. Cela n'est plus qu'une question d'heures, à en croire des indiscretions.

Alain Diasso

SAUVEGARDE DE LA COHÉSION NATIONALE

Le CNSA préconise la consultation de la classe politique

L'institution d'appui à la démocratie a interpellé, le 6 juin, le chef de l'Etat, le gouvernement, la justice, les services de sécurité ainsi que les leaders politiques pour que, chacun en ce qui le concerne, agisse en vue de la consolidation de la paix et de la cohésion nationale.

Le Conseil national de suivi de l'accord et du processus électoral (CNSA) a tenu, sous le patronage de son président, Joseph Olenghankoy, sa session ordinaire hebdomadaire. Il a notamment relevé le climat d'intolérance politique teinté de la multiplication des discours de haine avec des menaces d'atteinte à la vie qui s'observe dans le pays, à quelques mois des élections attendues en décembre. Il a aussi fait mention de l'apparition du phénomène des milices dans la capitale et les autres provinces du pays, ainsi que la circulation banalisée des armes blanches et des enlèvements des personnes dans les transports, l'aggravation de la situation sécuritaire, en général.

Après ce constat, le CNSA a recommandé, d'une part, au président de la République, Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo, « symbole de l'unité nationale et garant de l'intégrité du territoire national », d'initier des



consultations avec les leaders politiques et d'opinion, en vue d'apaiser les esprits pour la consolidation de la paix ainsi que de la cohésion nationale.

D'autre part, il a recommandé gouvernement de prendre des décisions drastiques pour préserver la sécurité des personnes et de leurs biens ; de s'abs-

tenir de toute discrimination sur la base de l'appartenance politique dans la dispensation des services publics de l'Etat ; de garantir l'égalité des droits

reconnus par la Constitution à tous les mouvements politiques et associatifs ; et de rendre disponibles les moyens financiers pour la tenue de la tripartite CNSA, gouvernement et Centrale électorale, « l'unique cadre légal pour évaluer le processus électoral ».

Le CNSA demande, par ailleurs, au pouvoir judiciaire de s'activer contre tous les actes et propos en violation des lois de la République, notamment les appels à la haine tribale et aux violences de tout genre. L'institution exhorte également la libération des prisonniers dont la détention est irrégulière. Elle dit attendre des services de sécurité qu'ils restent républicains, impartiaux et respectueux de la dignité humaine dans l'exercice de leurs fonctions. Les leaders politiques, quant à eux, sont appelés à s'abstenir de tout propos de nature à exacerber les clivages politiques, ethno-tribaux et provinciaux.

Lucien Dianzenza

FERMETURE DES CACHOTS CLANDESTINS

La FBCP rappelle la promesse de Félix Tshisekedi

L'organisation de défense des droits de l'homme rappelle que le chef de l'Etat avait promis, dans son discours de campagne et lors de son accession à la magistrature suprême, de fermer tous les cachots clandestins à travers le territoire national. A quelques mois de la fin de son mandat, la Fondation Bill Clinton de la paix (FBCP) se demande ce qu'est devenue cette promesse.

La FBCP évoque notamment les cachots de la sécurité militaire (Démiap), de l'Agence nationale des renseignements, de la Direction générale des migrations (DGM), etc. « Le président Fatshi avait fait un très bon discours avant l'élection présidentielle, en 2018. Il s'agissait, entre autres, de la fermeture de tous les cachots clandestins en République démocratique du Congo, la lutte contre la corruption, la bonne gouvernance et l'Etat de droit, etc. », a rappelé cette organisation dans un communiqué du 5 juin.

« La question est de savoir si ces cachots clandestins sont effectivement fermés », se demande cette organisation dirigée par Emmanuel Adu Cole. Faisant référence au conseiller de Moïse Katumbi interpellé à l'aéroport international de N'Djili, Salomon Idi Della, la FBCP regrette que ce politique congolais soit gardé

à la Démiap en dépassement du délai. « Où se trouve M. Salomon Idi Della aujourd'hui ? Ce n'est pas à la Démiap de Kintambo ? Sa détention a largement dépassé le délai et, cela devient arbitraire », a-t-elle indiqué. Notant que cela est contraire à l'esprit et la lettre de l'Etat de droit promis par le chef de l'Etat, cette association veut de son transfert devant le juge naturel. « La Démiap ne remplace pas la Justice », a précisé Emmanuel Cole, qui se dit étudiant de l'Université Dr Etienne-Tshisekedi-wa-Mulumba.

La FBCP appelle, par ailleurs, à une grande réflexion avant tout acte à poser. Parce que, explique-t-elle, la paix en République démocratique du Congo étant encore très fragile, chacun doit lutter efficacement pour sa promotion, gage du développement du pays.

Rappelons que le chef de l'Etat, Félix-Antoine Tshisekedi Tshi-



Une vue partielle du Centre pénitentiaire et de rééducation de Kinshasa (CPRK)

lombo, avait ouvertement dénoncé l'existence des cachots clandestins. Au début de son pouvoir, un membre du gouver-

nement avait déploré la détention des personnes dans les cachots de la DGM, tout en exigeant leur transfèrement devant la justice. Il

avait également insisté sur cette promesse du président de la République de fermer tous ces endroits.

L.D.

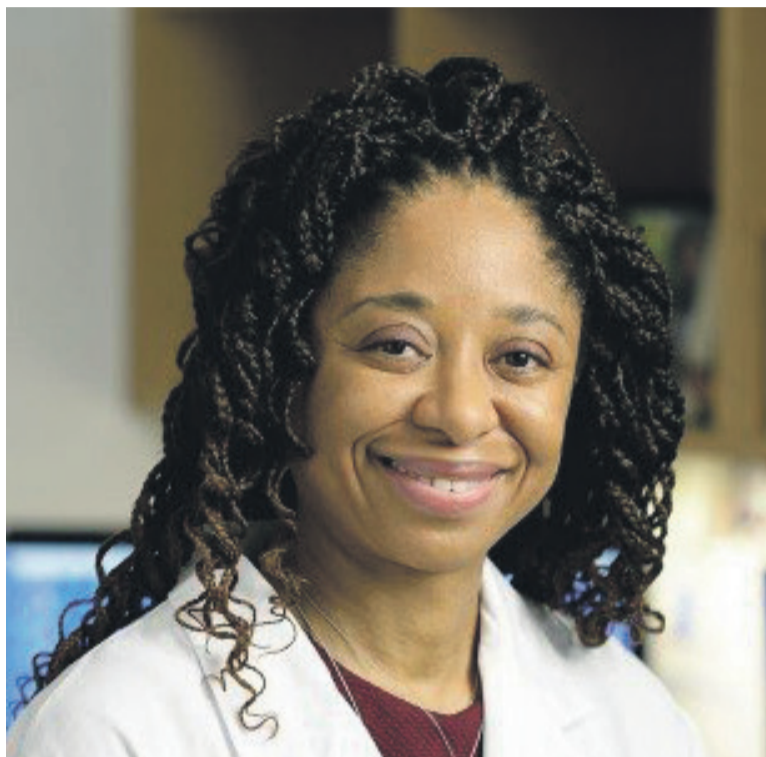
PORTRAIT

Dr Esther Babady à la tête de la Société panaméricaine de virologie clinique

Nommée présidente de la la Pan American Society for Clinical Virology (Société panaméricaine de virologie clinique), en juillet 2022, pour un mandat de deux ans, Dr Esther Babady est une microbiologiste clinique spécialisée dans le diagnostic moléculaire des maladies infectieuses.

La Société panaméricaine de virologie clinique est une organisation qui encourage le développement scientifique et la pratique médicale des tests de diagnostic viral. Elle s'efforce également d'améliorer la compréhension de tous les aspects des maladies virales humaines, y compris la biologie virale humaine, les manifestations de la maladie, la pathogénèse, l'immunité, l'épidémiologie, le traitement et la prévention.

Le Dr Esther Babady travaille depuis quatorze ans au Memorial Sloan-Kettering Cancer Center (MSKCC), à New York. Un centre de traitement et de recherche sur le cancer, fondé en 1884 dans cette ville, aux États-Unis. Il se classe dans les deux premiers «Best hospitals for cancer» chaque année depuis que U.S. News & World Report a commencé à classer les hôpitaux en 1990. Depuis avril 2021, elle est directrice du service de microbiologie clinique du MSKCC, directrice du programme de bourses en microbiologie clinique, un programme de bourses de deux ans pour les candidats de niveau postdoctoral (PhD, MD, DO) qui est accrédité par l'American society for microbiology ; microbiologiste titulaire



Dr Esther Babady

et professeure au département de pathologie et de médecine de laboratoire et au département de médecine du MSKCC.

En tant que directrice du service de microbiologie clinique du MSKCC, le travail d'Esther Babady se divise en quatre catégories : administration, clinique, recherche et éducation. Ses res-

ponsabilités cliniques et administratives, a-t-elle expliqué lors d'une interview, comprennent tous les aspects de la gestion d'un laboratoire CLIA (Clinical laboratory improvement amendments) très complexe. En tant que directrice du service de microbiologie clinique, elle est responsable de la gestion ainsi que de la supervi-

sion de l'analyse des échantillons dans le laboratoire et offre une consultation clinique concernant la commande de tests diagnostics et l'interprétation de leurs résultats. Ses recherches portent sur le développement, la validation et l'évaluation clinique de tests moléculaires permettant un diagnostic plus rapide et plus sensible des maladies infectieuses, dans le but d'améliorer les soins aux patients.

Rédactrice senior

Dr Esther Babady fait partie de plusieurs comités professionnels, dont le Clinical microbiology and public health leadership committee de l'American Society for microbiology et le Comité des relations professionnelles de l'Association for molecular pathology. Elle est rédactrice senior chez « Microbiology Spectrum », une revue en ligne à accès entièrement libre qui publie des recherches dans tous les domaines des sciences microbiennes fondamentales, appliquées et cliniques. Elle fait également partie des comités de rédaction du Journal of clinical virology et du Journal of molecular diagnostics.

Par ailleurs, Dr Esther Babady est conseillère de l'entreprise

EdenRoc, une société privée de biotechnologie créée pour soutenir des jeunes entreprises de classe mondiale dans le domaine des sciences de la vie. Elle est aussi membre du Conseil consultatif externe de RADx@ Underserved Populations (RADx-UP), un consortium de 137 projets de recherche qui étudient les schémas de dépistage du covid-19 dans les communautés des États-Unis et de leurs territoires, ainsi que dans les nations tribales des États-Unis.

En 2017, Dr Esther Babady a reçu le le prix « PASCV Memorial Pioneer Award for Young Investigators », décerné en l'honneur de personnes ayant joué un rôle important dans la fondation et le développement de la Société panaméricaine de virologie clinique (PASCV). Il est décerné à un jeune chercheur titulaire d'un doctorat et âgé de moins de 40 ans ou de moins de 10 ans après l'obtention de son doctorat, afin de récompenser une personne ayant apporté une contribution significative au domaine de la virologie clinique ou diagnostique (soit un seul article, soit un ensemble de recherches) au cours des premières années de sa carrière.

Patrick Ndungidi

ALGÉRIE

Le Festival international du rire algérien est de retour

La grand-messe de l'humour algérien refait surface après sept ans d'absence avec une cinquième édition parrainée par la ministre de la Culture et des Arts, le Dr Soraya Mouloudji, du 12 au 15 juillet, au Palais de la culture « Moufdi Zakaria ».

L'année 2023 marque le grand retour d'Algé'Rire, le Festival international du rire organisé par l'agence Broshing Events. Il revient sur orbite avec l'ambition de « faire rayonner cet événement sur l'Afrique et sur la Méditerranée ». Pour ce faire, le duo organisateur, Tarik Ouahdj et Racim Mahboub, a choisi de l'ouvrir à un plus large éventail « d'humoristes du monde et de la diaspora » en plus de son ancrage africain. Annoncée du 12 au 15 juillet, la rencontre dédiée à l'humour a pour thème « L'Algérie aux cœurs » et sera parrainée par la ministre de la Culture et des Arts, le Dr Soraya Mouloudji. La cinquième édition d'Algé'Rire, qui va se tenir au Palais de la culture « Moufdi Zakaria », a donc élargi son horizon afin d'affirmer sa dimension internationale.

La programmation, aussi riche que variée d'Algé'Rire 5, est remplie de belles promesses. « Chaque soirée du festival fera voyager le public », soulignent

les organisateurs, précisant aussi que le programme concocté repose sur des animations originales. Il est dès lors « réparti sur différents galas » spécifiques à découvrir les quatre jours de l'événement. Il y en aura assurément pour tous les goûts avec « le gala international, le gala algérien "Derja" et le gala africain ». Ce n'est pas tout car, « pour la première fois dans les pays du Maghreb », il est prévu exceptionnellement « un gala anglophone ».

Lancé en 2013, Algé'Rire a connu deux éditions successives en 2015 et 2016. Pour la toute dernière tenue l'an dernier, la crème du rire algérien avait fait le déplacement pour Paris. La ville lumière avait accueilli la quatrième édition organisée en une soirée unique, le 18 septembre 2022, au théâtre La République. La soirée débutée à 19h45 avait pour affiche Kamel Abdat, Farid Chamekh, Réda Seddiki, Flora Amara et Redouane.



Un événement maison qui tient la route

Il sied de souligner que les quatre éditions précédentes d'Algé'Rire

ont aligné « pas moins de cent artistes sur vingt-deux soirées ». Le succès de l'événement est indéniable. Il s'est tenu face à

« plus de 25 000 spectateurs à Alger, à Oran, à Tlemcen et Paris ». A ces nombreux spectateurs s'ajoutent « des centaines de milliers de téléspectateurs via Canal Algérie », sans oublier évidemment « plusieurs millions d'internautes atteints à travers diverses plateformes numériques ». L'agence Broshing Events, initiée par les promoteurs de spectacles Tarik Ouahdj et Racim Mahboub, a, à son actif, des événements et services grands publics bien rodés. Maison de production offrant des « services spécialisés dans le conseil en marketing et la communication », l'agence a réussi à se positionner dans les événements grand public avec notamment l'organisation de spectacles de divertissement et culturels de musique et de théâtre. Dans le registre de l'humour, Broshing Events a choisi lui-même de prendre les rênes avec son propre festival, l'Algé'Rire, un événement maison qui tient la route.

Nioni Masela

SOLIDARITÉ

Eliane Osingi et Djosy Katamba assurés de leur prise en charge médicale

Poignardée par son bailleur, Eliane Osingi, et Djosy Katamba, atteint par une balle tirée par un policier, ont été transférés à l'étranger, il y a près d'une année, pour des soins médicaux appropriés grâce au plaidoyer mené par deux députés nationaux, Deo Nkusu et Ados Ndombasi. Les deux élus du peuple sont allés voir le ministre de la Santé, Hygiène et Prévention, le Dr Samuel-Roger Kamba, pour échanger au sujet de la prise en charge des deux adolescents.

Les députés Deo Nkusu et Ados Ndombasi sont sortis satisfaits de l'audience avec le patron de la santé. En tant que parent, le ministre Samuel-Roger Kamba porte à cœur le dossier des deux enfants. Il s'est engagé à répondre favorablement à leur plaidoyer, visant leur prise en charge médicale.

Deo Nkusu a plaidé pour que la Couverture santé universelle soit effective afin que toute la population ait la possibilité d'accéder aux soins de santé de qualité. «Il est impérieux que les moyens soient mis à la disposi-



Les deux élus du peuple conférant avec le ministre de la Santé/DR

«Il est impérieux que les moyens soient mis à la disposition du ministère de la Santé pour la mise en œuvre de la Couverture santé universelle, une solidarité organisée afin de permettre au commun des mortels d'avoir accès aux soins de santé de qualité, sur l'ensemble du pays»

tion du ministère de la Santé pour la mise en œuvre de la Couverture santé universelle, une solidarité organisée afin de permettre au commun des mortels d'avoir accès aux soins de santé de qualité, sur l'ensemble du pays», a-t-il déclaré.

Il a conclu en remerciant le président de la République, Félix Tshisekedi, pour avoir placé à la tête de la santé son ancien conseiller qui a longtemps œuvré pour la mise en œuvre de la Couverture santé universelle dans le pays.

Blandine Lusimana



IN MEMORIAM

6 juin 1993-6 juin 2023, cela fait 30 ans qu'il a plu au Seigneur de rappeler à lui notre arrière-grand-père, père et oncle le Dr Roger Constantin Molouba.

Pour ce triste anniversaire, la grande famille Molouba prie tous ceux qui l'ont connu et aimé d'avoir une pensée pieuse à son égard.

Une série de messes seront dites du 6 au 10 juin 2023 en la basilique Sainte-Anne et en la Cathédrale Sacré-Cœur.

Papa, tu resteras à jamais gravé dans nos mémoires.

NÉCROLOGIE

Malonga Cléo Nelly informe parents amis et connaissances du décès de son frère Dambhad Gervais Karl alias Joris survenu le dimanche 20 mai 2023 à Brazzaville des suites d'une courte maladie. La veillée mortuaire se tient au n° 16 de l'avenue des 3 Francs Baongo Guynemer. Le programme des obsèques vous sera communiqué ultérieurement.



Colonel Onanga Jean-Pierre

7 juin 2019 - 7 juin 2023

Le temps passe, les souvenirs s'estompent, les sentiments changent, les gens nous quittent, mais le cœur n'oublie jamais



Rock Ngassakys, les familles Ibata, Dissileba, Ndinga Assanga, Mwené Boula informent parents, amis et connaissances de Brazzaville, Owando, Makoua du décès inopiné à Dakar, au Sénégal, de leur fille, soeur, nièce, Ibata Ngala Otouembé, alis Ngaloum, survenu le 2 juin 2023. La veillée mortuaire se tient à Djiri, arrêt Emile-Biyenda. La date des obsèques sera communiquée ultérieurement.



CONTE

Le festival « Retour au mbongui » a ouvert ses portes

La 23^e édition du festival de conte et des arts de l'oralité, « Retour au mbongui », a été lancée le 5 juin à la Voûte des artistes, place de la gare ferroviaire de Pointe-Noire, en présence d'Yvon Claise Baboutana, conseiller socioculturel du préfet; de Chancy Mikia, directrice départementale par intérim des Arts et Lettres; et d'Alphonse Chardin N'kala, directeur départemental du Livre et de la Lecture publique.

En présentant le festival, Jorus Mabilia, son directeur, a dit que cette édition fera la part belle à l'oralité et aux traditions à travers les différentes activités prévues comme les conférences, la prestation des ensembles traditionnels, sans oublier les animations diverses qui vont agrémenter les soirées jusqu'au 15 juin, avec des artistes locaux et étrangers. Jorus Mabilia, actuellement installé à Marseille, a animé au Centre des ressources de conte et des arts de l'oralité, à Côte matève, peu après l'ouverture, une conférence sur l'état des lieux du Congo en Afrique, suivie de l'apéro conte en soirée.

Une balade contée a été servie au public, avant la conférence-atelier. Le deuxième jour du festival, a eu lieu un atelier transmission sur le thème « Contes de chez nous ». Une projection d'images sur « l'oralité congolaise » a eu lieu chez Mbani.

Le festival international de



Le conteur Jorus Mabilia à l'ouverture du festival / Adiac

l'oralité sous l'arbre à palabre, « Retour au mbongui », est un événement de conte. Le conte comme outil pédagogique et d'animation est utilisé par la compagnie Africa Graffiti

pour la prise en charge psychologique des orphelins et autres enfants vulnérables (OEV), victimes de violences de toutes sortes et du VIH/sida.

En effet, de plus en plus,

les violences en milieu scolaire deviennent légion et s'internationalisent. La nécessité de mener des actions concertées en vue d'y trouver des palliatifs par un encadrement et un ac-

Le dialogue franc et sincère entre enfants et parents, enseignants et élèves, acteurs et spectateurs, devient donc impérieux.

compagnement des jeunes, tout en garantissant leur épanouissement, est une des préoccupations des organisateurs du festival. La culture, instrument par excellence de transmission des connaissances, avec sa variante le conte, est plus que nécessaire pour atteindre cet objectif. Ainsi, le dialogue franc et sincère entre enfants et parents, enseignants et élèves, acteurs et spectateurs, devient donc impérieux.

Signalons que le festival « Retour au mbongui » permet de promouvoir l'interculturalité avec la participation des conteurs de plusieurs horizons. Cet échange a pour toile de fond : soutenir ensemble, psychologiquement, socialement et académiquement, les OEV, préparer les jeunes à leur vie de citoyens en les formant à la gestion de l'environnement, à la prise en charge individuelle pour le développement intellectuel.

Hervé Brice Mampouya

VIENT DE PARAÎTRE

« Au nom du père » de Prince Malela

À l'occasion du troisième anniversaire du décès de Maurice Claude Malela-Soba, homme politique congolais, l'auteur, un de ses fils, lui rend hommage.



Pour son nouvel ouvrage « Au nom du père », Prince Malela emmène le lecteur en 1947 à Kouta, au Congo, où naquit son père. Il lui sert de guide jusqu'au 18 novembre 2020, à Brazzaville, date de son décès à l'âge de 73 ans. Le lecteur découvre que cet illustre personnage est d'abord enterré au cimetière du centre-ville de Brazzaville et inhumé par la suite à Linzolo, dans le département du Pool.

Il puise sur la biographie de son père. Ce dernier fit ses études primaires à l'école Saint-Isidore de Linzolo puis à la grande Ecole de Poto-Poto, à Brazzaville. Après son baccalauréat, il devient professeur des collèges, avant de poursuivre, en 1976, ses études à l'Université Marien-Ngouabi, à Brazzaville, où il obtient une licence en philosophie, devenant ainsi professeur certifié de lycée.

Par la suite, il a occupé les fonctions d'ambassadeur du Congo en République centrafricaine. En politique, il était membre du bureau politique du Parti congolais du travail depuis le cinquième congrès ordinaire de 2019; président du comité de ce parti de l'arrondissement 1, Makélékélé; commissaire politique dans les départements de la Lékoumou et du Pool. Il a également assuré les fonctions de préfet des départements du Niari, de 2000 à 2003, et des Plateaux, de 2003 à 2012.

Prince Malela vit à Lille, en France, depuis une quinzaine d'années. Outre sa passion pour l'écriture, il a évolué dans le domaine événementiel (Afro) et a œuvré, pendant plusieurs années, à la promotion de la culture Afro (dans la métropole lilloise et ailleurs).

Marie Alfred Ngoma

DIPLOMATIE

Le Vatican satisfait des efforts consentis pour la paix au Congo

Venu à Brazzaville pour prendre part à la célébration, le 4 juin, des 140 ans de l'évangélisation au Congo, le cardinal Michael Czerny, envoyé spécial du pape François, a échangé, le 6 juin, avec le président de la République, Denis Sassou N'Guesso.

Le message du pape François à l'Eglise du Congo ainsi que la paix dans le monde ont dominé les entretiens entre le chef de l'Etat congolais et le cardinal Michael Czerny.

A cette occasion, l'envoyé spécial du pape a parlé de la « compassion et de la solidarité du Saint-Père face aux actions de l'Etat congolais ». Il a, par ailleurs, exprimé sa satisfaction quant aux efforts liés à la recherche de la paix au Congo. « En cas de discorde, l'essentiel reste le dialogue », a-t-il dit, ajoutant que pour le Saint-Père, « le premier pas doit être l'écoute, après la parole, puis la rencontre. Démarche de l'écoute à encourager, à pratiquer dans la persévérance ».

Rappelons que l'Eglise catholique vient de célébrer les 140 ans de son implantation au Congo. A cet effet, une messe de commémoration a été dite à la place mariale de la cathédrale Sacré-Cœur de Brazzaville.

« Je suis très content d'être



L'entretien entre le chef de l'Etat et l'envoyé spécial du pape François DR

ici, comme le délégué du Saint-Père. Nous avons vécu un jubilé très beau, très fort, très vivant. Je dirai au Saint-Père que même si le jubilé a été célébré pour se souvenir des 140 ans d'évangélisation dans le passé, c'est un nouveau point de départ,

« Le premier pas doit être l'écoute, après la parole, puis la rencontre. Démarche de l'écoute à encourager, à pratiquer dans la persévérance »

et que l'histoire qui accompagne l'Eglise, le peuple de Dieu au Congo, est pleine de défis, de possibilités, mais aussi de grâces », a assuré Michael Czerny.

Parlant de l'Eglise catholique au Congo, le délégué du pape François a déclaré : « J'ai trouvé une Eglise avec une belle histoire. Ce n'est pas une histoire très longue, mais une belle histoire pleine de potentialités. L'évangélisation n'est pas acquise, c'est un processus, une manière de vivre la foi. Cela va continuer et s'intensifier. J'espère beaucoup que le peuple de Dieu ici au Congo va trouver toujours les moyens pour promouvoir les droits de l'homme, le développement et la justice ».

Au Vatican, le cardinal Czerny, de nationalité canadienne, est chargé des affaires sociales, de l'écologie, de l'immigration, de l'économie, de la sécurité et de la santé.

Yvette Reine Nzaba

PARLEMENT DES ENFANTS

Les députés juniors seront installés le 16 juin

Les modalités d'organisation de la cérémonie de renouvellement du Parlement des enfants (députés juniors) ont constitué la toile de fond de la séance de travail que le président de l'Assemblée nationale, Isidore Mvouba, a eu le 7 juin avec la ministre en charge des Affaires sociales, Irène Marie Cécile Mboukou-Kimbatsa, et la représentante de l'Unicef au Congo, Chantal Umutoni.

La session inaugurale du Parlement des enfants du Congo se tiendra le 16 juin prochain, à l'occasion de la Journée internationale de l'enfant africain. « Cette journée sera marquée par la mise en place du Parlement des enfants du Congo. Désormais, le Congo va se doter des députés juniors. Nous sommes venues expliquer au président de l'Assemblée nationale le bienfondé du décret pris par le président de la République pour la mise en place de ce Parlement », a expliqué la ministre des Affaires sociales, de la Solidarité et de l'Action humanitaire. Selon elle, le processus de désignation des députés juniors, qui a démarré dans les départements, sera bouclé le 16 juin par l'élection des députés nationaux. « Nous allons vers la concrétisation de l'installation de ce Parlement. Il était de bon aloi que nous venions expliquer les étapes qui vont précéder cette journée du 16 juin avec des élections qui se sont déjà déroulées dans les départements pour élire leurs représentants qui seront à

Brazzaville pour les élections du 16 juin », a-t-elle poursuivi.

Notons que le Parlement des enfants du Congo a existé pendant beaucoup d'années avant de disparaître à cause, sans nul doute, de l'absence d'un cadre juridique. En effet, la création de la structure vient d'être officialisée à travers le décret n°2023-25 du 23 janvier 2023 portant création, organisation, composition et fonctionnement du Parlement des enfants du Congo. Les 328 membres le composant sont élus par leurs pairs au cours des assemblées générales. Ainsi, sur les 328 membres, 240 prennent part aux sessions parlementaires au niveau national, départemental et communal.

Les critères pour être députés juniors étant d'avoir l'âge allant de 8 à 17 ans ; avoir démontré le leadership à l'école et/ou dans la communauté ; être capable de s'exprimer devant un grand public ; être capable de s'exprimer et d'écrire en français ; avoir de bons résultats (être parmi les dix meilleurs de la classe) ; avoir une vie associative à l'école et dans la

communauté.

Organe apolitique placé sous la tutelle du ministère en charge des Affaires sociales, le Parlement des enfants du Congo est une tribune d'expression démocratique, un espace d'éducation à la citoyenneté et un moyen de participation des enfants au processus de prise de décision sur les questions les concernant. « Chaque chose a son temps, il y avait d'abord cette période d'apprentissage que nous avons connue, c'est un Parlement qui n'était pas permanent, maintenant le Congo a décidé d'avoir une pépinière des députés. Les enfants qui vont siéger au sein de ce Parlement doivent s'initier à la démocratie, ce qui n'était pas le cas des premiers. Ils seront nos futurs députés probablement », a justifié Irène Marie Cécile Mboukou-Kimbatsa, en présence de la représentante de l'Unicef dont l'institution s'occupe du bien-être des enfants et défend leurs droits au niveau du système des Nations unies.

Parfait Wilfried Douniama

DÉPARTEMENT DU POOL

Le DDR officiellement lancé ce jeudi à Kinkala

Le Premier ministre, Anatole Collinet Makosso, va lancer officiellement le 8 juin, à Kinkala, dans le Pool, le programme de Désarmement, démobilisation et réinsertion (DDR) des ex-combattants de ce département.

Financé à hauteur de 8 milliards FCFA, dont 6,3 milliards apportés par les partenaires et 2 milliards par le gouvernement congolais, le programme DDR prévoit le désarmement de 7 500 ex-combattants, la démobilisation et la réinsertion de 10 000 bénéficiaires dont 7 500 ex-combattants et 2 500 membres associés et la réintégration de 20 000 bénéficiaires et 10 000 membres des communautés.

Le DDR a pour objectif de permettre à la population du Pool, meurtrie par des conflits armés à répétition, de se réinsérer dans la société afin de prévenir la recrudescence des violences. Sa mise en œuvre s'inscrit dans le cadre de l'accord de cessez-le-feu et de cessation des hostilités signé en 2017 entre le gouvernement et la partie rebelle, à savoir le Conseil national des républicains.

Le lancement officiel du DDR sera suivi par l'organisation de plusieurs activités dont la tenue, du 8 au 9 juin, toujours à Kinkala, d'un atelier d'imprégnation dudit programme auquel participeront plus de 200 personnes. Il s'agit, entre autres, des membres des comités de dialogue et de réconciliation issus des districts et les deux communes de plein exercice (Mayama et Kindamba) ainsi que des autorités politiques administratives du département du Pool.

La mise en œuvre de ce programme favorisera un retour « définitif » à la vie normale par la reprise des activités économiques et socioculturelles, la libre circulation des personnes, des biens et services.

Guy-Gervais Kitina